

(a)

**OCTROI DE LA GARANTIE
DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE
POUR UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 15.157.422,00 €
CONTRACTE PAR L'O.P.H. 13 HABITAT**

**Convention particulière de garantie
(Application de l'article 3 du décret du 1^{er} Mars 1939)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame la Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, agissant au nom et pour le compte du Département en vertu de la délibération n° de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 14 décembre 2018

et,

L'O.P.H. 13 HABITAT dont le siège est à Marseille, 80 rue Albe, représenté par son Directeur Général, agissant en vertu des pouvoirs définis à l'article R 421-18 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Le Département des Bouches-du-Rhône garantit le paiement des intérêts et le remboursement du capital :

- du Prêt n°88285 d'un montant total de 5.206.851,00 €,

- du Prêt n°88425 d'un montant total de 9.950.571,00 €,

représentant un montant total d'emprunts de 15.157.422,00 €, contracté par l'O.P.H. 13 HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, au taux pratiqué à la date de l'établissement des contrats pour une durée d'amortissement de 60 ans pour les Lignes du Prêt PLUS, PLAI et PLS Foncier et de 40 ans pour les Lignes du Prêt PLUS, PLAI et PLS Construction.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération de construction de 95 logements collectifs locatifs sociaux (27 PLUS, 12 PLAI, 56 PLS).

Ce programme est situé aux 1, Rue Elzéard Rougier et 110, Avenue de Montolivet, dans le 12^{ème} arrondissement de Marseille.

ARTICLE 2 :

Cette garantie s'exercera dans les conditions prévues par la convention générale qui a été passée le 20 décembre 1939 entre le Département des Bouches-du-Rhône et l'O.P.H. 13 HABITAT, et l'avenant à cette convention du 22 août 1967.

ARTICLE 3 :

S'agissant d'une garantie d'emprunt concernant un financement contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et intéressant un vote du Département sur un contrat de prêt déjà signé entre l'organisme et la CDC (faisant l'objet d'une annexe à la délibération de garantie d'emprunt), la validité d'utilisation de la garantie est immédiate à partir de la date de publication de la délibération du Département, lui conférant son caractère exécutoire.

Pour l'organisme,

Pour le garant,

A le,

A le,

Civilité :

Civilité :

Nom :

Nom :

Prénom :

Prénom :

Qualité :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Cachet et Signature :